



Mission régionale d'autorité environnementale

Pays de la Loire

**Décision de la Mission Régionale
d'Autorité environnementale Pays de la Loire
après examen au cas par cas
Projet de Zonage d'assainissement des eaux pluviales
(ZAEP)
de la commune d'ANCENIS-SAINT-GEREON (44)**

n° : PDL-2020-4599

Décision après examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-17-II du code de l'environnement

La mission régionale d'autorité environnementale du Conseil général de l'environnement et du développement durable (CGEDD) Pays de la Loire ;

- Vu** la directive n°2001/42/CE du Parlement Européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement et notamment son annexe II ;
- Vu** le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-4, L. 122-5, R. 122-17 et R. 12218 ;
- Vu** le décret n°2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;
- Vu** le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** l'arrêté de la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer du 12 mai 2016 portant approbation du règlement intérieur du Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** les arrêtés du ministre chargé de l'environnement portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Pays de la Loire ;
- Vu** la décision de la MRAe Pays-de-la-Loire du 7 octobre 2019 portant exercice de la délégation prévue à l'article 17 du décret n°2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable ;
- Vu** la demande d'examen au cas par cas (y compris ses annexes) relative à l'élaboration du zonage d'assainissement des eaux pluviales d'Ancenis-Saint-Géréon présentée par le maire de la commune d'Ancenis-Saint-Géréon, l'ensemble des pièces constitutives du dossier ayant été reçues le 6 janvier 2020 ;
- Vu** la consultation des membres de la MRAe des Pays de la Loire faite par son président le 30 avril 2020 ;

Considérant les caractéristiques du zonage d'assainissement des eaux pluviales à élaborer

- qui s'appuie sur un diagnostic quantitatif du fonctionnement du réseau d'assainissement des eaux pluviales existant, identifiant les dysfonctionnements du réseau pour une pluie décennale, notamment des mises en charge et débordements et quelques dysfonctionnements qualitatifs (traces d'eaux usées), ainsi que les bassins versants hydrauliquement sensibles (13 sur les 64 recensés sur la commune) ;
- qui tient compte des possibilités d'urbanisation prévues au plan local d'urbanisme (PLU) de la commune, dans sa rédaction issue de la révision en cours de procédure, comprenant des zones à urbaniser pour une surface totale de 160 ha (répartis en 4 zones 1AU pour 25 ha et 2 zones 2AUh pour 135 ha) ;
- qui s'appuie sur les préconisations du schéma directeur d'assainissement pluvial, qui définit les orientations d'aménagements à réaliser sur le réseau pluvial existant ;
- qui limite l'imperméabilisation et encadre les dispositifs de gestion des eaux pluviales des opérations de construction ou d'aménagement futures ;

Considérant les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées et les incidences potentielles du plan sur l'environnement et la santé humaine, en particulier :

- la sensibilité du milieu récepteur des eaux pluviales du fait de la présence du site Natura 2000 « Vallée de la Loire de Nantes aux Ponts-de-Cé et ses annexes », ainsi que de plusieurs zones naturelles d'intérêt écologiques, faunistiques et floristiques ; le territoire communal est concerné par les dispositions du plan de prévention des risques inondations (PPRI) de la Loire Amont (3 zones urbaines sont inventoriées en zone d'aléa fort à moyen : Boulevard Joseph Vincent, Avenue Robert Schuman et rue du Château/boulevard Joubert), et compte également le périmètre de protection de captage de la prise d'eau dans la Loire de l'île Delage, dont le périmètre de protection rapprochée représente l'ensemble de l'île ; en cas de pollution la prise d'eau est secourue par la prise d'eau sur le Lac Bleu à Saint-Géréon ;
- étant précisé le caractère adapté de l'encadrement des dispositifs de gestion des eaux pluviales et de la limitation de l'imperméabilisation, tels que prévus au zonage d'assainissement des eaux pluviales, pour les opérations de construction ou d'aménagement futures rendues possibles dans le PLU en cours de révision ;
- étant précisé que les ouvrages de gestion des eaux pluviales projetés dans le schéma directeur permettront de prioriser l'infiltration, d'abattre de 80 % les matières en suspension (MES) et d'assurer une période de protection minimale décennale sur l'aire d'étude (période de retour pouvant aller jusqu'à la trentennale sur les bassins versants sensibles) ;
- étant précisé que les travaux et aménagement prévus par le schéma directeur d'assainissement pluvial en réponse aux dysfonctionnements constatés concernent principalement la reprise et l'optimisation du réseau existant ; que ces travaux ne sont pas susceptibles de porter atteinte à des espaces identifiés comme présentant un intérêt environnemental particulier d'après les éléments fournis à ce stade ;

Concluant que

- au vu de l'ensemble des informations fournies par la personne publique responsable, des éléments évoqués ci-avant et des autres informations et contributions portées à la connaissance de la MRAe à la date de la présente décision,

le projet de zonage d'assainissement des eaux pluviales d'Ancenis-Saint-Géréon n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement susvisée ;

DÉCIDE :

Article 1er

En application des dispositions de la section 2 du chapitre II du titre II du Livre Premier du code de l'environnement, et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, le projet d'élaboration du zonage des eaux pluviales d'Ancenis-Saint-Géréon présenté par le maire de la commune d'Ancenis-Saint-Géréon n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-18 du code de l'environnement, ne dispense pas des obligations auxquelles le projet présenté peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de du zonage d'assainissement des eaux pluviales est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la MRAe et de la DREAL des Pays de la Loire. En outre, en application de l'article L. 123-19 du code de l'environnement, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Fait à Nantes, le 04 mai 2020

Pour la MRAe des Pays de la Loire, par délégation

Sa membre permanente,



Thérèse PERRIN

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux formé dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur Internet.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux formé dans les mêmes conditions. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du IV de l'article R. 122-18 du code de l'environnement. Ce recours suspend le délai du recours contentieux.

La décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux direct, qu'il soit administratif, préalable au contentieux et suspensif du délai de recours contentieux, ou contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision ou l'acte autorisation, approuvant ou adoptant le plan, schéma, programme ou document de planification.

Où adresser votre recours :

- Recours gracieux ou RAPO

Monsieur le Président de la MRAe
DREAL des Pays-de-la-Loire
SCTE/DEE
5, rue Françoise GIROUD
CS 16326
44 263 NANTES Cedex 2

- Recours contentieux

Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. Il doit être adressé à :

Monsieur le Président du Tribunal administratif de Nantes
6, allée de l'Île Gloriette
B.P. 24111
44 041 NANTES Cedex

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens à partir du site www.telerecours.fr